

Dans un premier temps, le présent document dresse un aperçu des vulnérabilités avant la crise. Il résume ensuite les principaux impacts humanitaires de l'épidémie d'Ebola et identifie les nouveaux enjeux.

Quatre scénarios sont envisagés pour la Guinée dans les six prochains mois. Pour obtenir des informations générales sur les scénarios, se reporter à la fin du présent document.

Violences électorales

Élevé

Scénario A : les élections sont repoussées

De violentes manifestations continuent de se produire, notamment à Conakry. Le gouvernement et l'opposition sont tous deux en position de force, et le dialogue entre les différents intervenants est difficile, voire rompu.

Probabilité : de modérée à élevée en fonction de l'accès aux moyens de subsistance

Impact des interventions humanitaires : mineur – entre 15 000 et 25 000 personnes touchées

- Les déplacements de populations aux alentours de Conakry sont limités.
- Le nombre de cas d'Ebola continue de diminuer. Aucune flambée importante de maladie n'est signalée.

Scénario B : violences électorales au cours d'une flambée de maladie(s)

De violentes manifestations ont lieu à Conakry, en Guinée Forestière et dans la préfecture de Forécariah, et les divergences politiques se creusent.

Probabilité : de faible à modérée en fonction de l'accès aux moyens de subsistance

Impact des interventions humanitaires : modéré/élevé – entre 300 000 et 400 000 personnes touchées

- Les équipes humanitaires éprouvent des difficultés à accéder aux zones touchées, et de moins en moins d'intervenants sont disposés à se rendre sur place.
- Le nombre de cas d'Ebola augmente, tout comme le nombre de cas de paludisme et de rougeole.

Épidémie(s)

Faible

Élevé

Scénario C : ouverture politique

Des affrontements violents sporadiques ont lieu au cours des manifestations, mais uniquement à Conakry. Les échanges entre le gouvernement et l'opposition se traduisent par une plus grande ouverture politique, ce qui convient aux différents intervenants.

Probabilité : de faible à modérée en fonction de l'accès aux moyens de subsistance

Impact des interventions humanitaires : négligeable – entre 3 000 et 5 000 personnes touchées

- Impact limité en ce qui concerne l'accès des équipes humanitaires.
- Le nombre de nouveaux cas d'Ebola enregistrés continue de diminuer. Aucune flambée importante de maladie n'est signalée.

Scénario D : flambée de maladie(s)

Le statu quo politique persiste, car ni le gouvernement ni l'opposition n'exerce une influence suffisamment grande pour déjouer son opposant.

Probabilité : modérée en fonction de l'accès aux moyens de subsistance

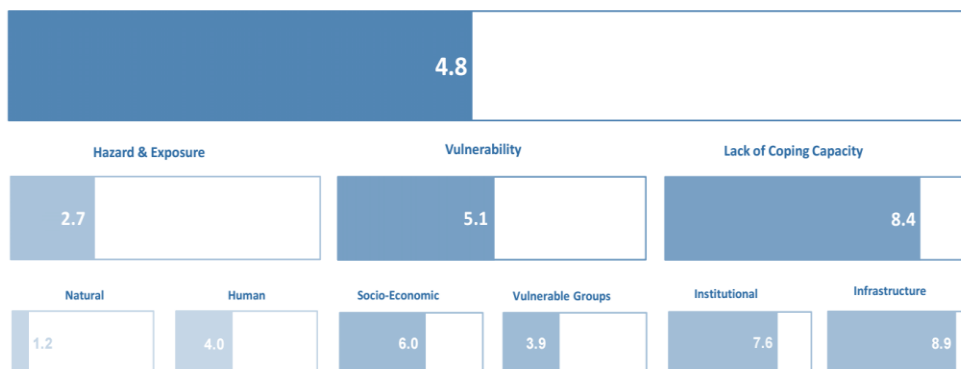
Impact des interventions humanitaires : modéré – entre 150 000 et 200 000 personnes touchées

- Le nombre de cas d'Ebola augmente, tout comme le nombre de cas de paludisme et de rougeole.
- Les équipes humanitaires sont contraintes de se répartir le peu de ressources disponibles pour faire face aux différentes crises.

Faible

Vulnérabilités avant la crise

Guinée : profil de risque du pays selon INFORM 2015



La Guinée possède une note globale de 4,85 sur 10 pour ce qui est de l'indice de gestion des risques (INFORM, voir figure ci-dessus), soit une note plus ou moins similaire à celle de la Côte d'Ivoire, de l'Indonésie ou encore de Madagascar. En Guinée, l'exposition aux risques est faible (2,7 sur 10) mais les populations sont extrêmement vulnérables.

En outre, 50 000 à 69 000 personnes sont victimes chaque année des inondations. Les maladies (qui entraînent une pénurie de main d'œuvre) ainsi que les aléas climatiques (qui ont un impact direct sur l'agriculture) suscitent également de profondes inquiétudes (PAM, 01/2014). D'après une étude de référence menée en juin et juillet 2012, des foyers d'insécurité alimentaire sévère persistent en Guinée, notamment en Guinée Forestière ainsi que dans la préfecture de Faranah. Un nombre considérable de personnes sont exposées à une insécurité alimentaire modérée, surtout pendant la période de soudure (qui s'étend de juillet à septembre) ; une grande partie de la population peut alors être confrontée à une crise alimentaire et nutritionnelle (PAM, 01/2014).

En raison du risque d'épidémie élevé, de la contamination des sources d'eau et des pénuries d'eau, la population est davantage exposée aux maladies d'origine hydrique (DARA, 2013). Pour 71 % des années potentielles de vie perdues (APVP), les maladies transmissibles sont la principale cause de décès (EDS, 2012 ; OMS, 2014).

En 2012, seulement 37 % des enfants âgés de 12 à 23 mois ont reçu toutes les doses de vaccin recommandées ; 11 % n'ont pas du tout été vaccinés, ce qui représente une légère augmentation par rapport au taux de 14 % enregistré en 2005. Le taux de couverture vaccinale contre la rougeole s'élève à 62 % (EDS, 2012).

Les capacités d'adaptation de la population sont limitées. Un quart des ménages disent ne pas avoir pu se relever des chocs subis pendant la première moitié de 2012 (PAM, 01/2014). Les indicateurs tels que le niveau de développement, les inégalités, la dépendance vis-à-vis de l'aide apportée, le nombre de personnes déplacées, les conditions sanitaires, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, la sécurité alimentaire et les crises récentes montrent que la situation socioéconomique fragile de la Guinée rend ses populations particulièrement vulnérables aux chocs extérieurs. Les mécanismes d'adaptation ainsi que le système national de gestion des catastrophes sont considérés comme fragiles (voir le profil de risque INFORM).

Pour de plus amples informations sur la situation avant la crise, se reporter au profil de pays d'ACAPS consacré à la Guinée.

Besoins humanitaires actuels

Alimentation : en avril, 275 000 personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire aigüe (phase 3 de l'IPC : crise), soit 5 % de la population. Les habitants des régions de Nzérékoré et de Kankan sont les plus touchés. Par ailleurs, 1,35 million de personnes se trouvaient dans une situation de stress alimentaire (phase 2 de l'IPC : sous pression) (Cadre Harmonisé, 03/2015).

Santé : d'après les premiers résultats d'une évaluation conjointe menée dans les circonscriptions sanitaires, 94 établissements de santé avaient fermé leurs portes à Coyah, Matou, Beyla, Lola, Macenta, Nzérékoré et Yomou (EI, 06/02/2015). Les activités de routine des services de santé ont été sérieusement perturbées. La fréquentation des établissements de santé a fortement diminué en août 2013 par rapport à août 2014. Les taux de consultation initiale ont chuté de 58 %, les taux d'hospitalisation de 54 % et les taux de vaccination de 30 % (PNUD, 19/12/2014). De plus, les services de prise en charge du paludisme sont défaillants (EI, 10/02/2015).

Protection : au 22 avril, 5 596 enfants avaient perdu un parent ou leurs deux parents de causes liées à l'épidémie d'Ebola (UNICEF, 22/04/2015).

Accès des équipes humanitaires : une certaine réticence vis-à-vis des programmes de lutte contre Ebola a été constatée. Des incidents violents ont éclaté dans certaines régions, ce qui a entravé l'acheminement de l'aide et l'accès du personnel humanitaire aux communautés. Des agents humanitaires ont parfois été contraints d'interrompre leurs activités à cause de problèmes d'insécurité (ACAPS, 24/04/2015). La commune de Kaloum à Conakry a été le théâtre de nombreux troubles ; c'est dans cette région également que les premiers incidents de sécurité ont éclaté suite à la mise en place des programmes de lutte contre Ebola. Des manifestations violentes se sont également produites dans les préfectures de Kankan, Labé et Nzérékoré (ACLED, 2015). Les conflits au sein et entre les communautés ont mis en péril la cohésion entre les dirigeants communautaires et le grand public (Anoko, 2014). Certains accusent le gouvernement de se servir de l'épidémie d'Ebola pour anéantir les groupes minoritaires de la Guinée Forestière (Anoko, 2014).

Nouveaux éléments

Tensions politiques

Le gouvernement actuel dirigé par Alpha Condé est en désaccord avec le parti de l'opposition concernant le calendrier électoral. Les dernières élections locales se sont déroulées en 2005, mais la prochaine élection présidentielle devrait avoir lieu en octobre 2015 avant les élections locales, qui ont été reportées à mars 2016 (Global Risk Insights, 22/04/2015). Le gouvernement se serait servi de l'épidémie d'Ebola pour repousser les élections.

Les élections locales devraient impulser de fortes actions de soutien en faveur de l'opposition, qui a accepté que les élections législatives se déroulent en 2013 à condition que les prochaines élections locales aient lieu avant l'élection présidentielle. Or, à l'époque, aucun accord n'a été signé et le gouvernement nie aujourd'hui avoir accepté une telle proposition (International Crisis Group, 15/12/2014). L'opposition, principalement représentée par l'Union des forces démocratiques de Guinée, avec à sa tête Cellou Dalein Diallo, et l'Union des Forces républicaines, dirigée par Sidya Touré, craint que les prochaines élections soient entachées de fraude (The Guardian, 16/04/2015).

Le 19 avril, une délégation du gouvernement a rencontré le chef de l'opposition (média international, 20/04/2015). Le 8 mai, Cellou Dalein Diallo a refusé de s'entretenir avec le Président (média international, 08/05/2015). L'opposition pourrait appeler ses militants à descendre dans la rue, notamment à Conakry, où de nombreux habitants sont anti-gouvernement (International Crisis Group, 15/12/2014). En raison de l'épidémie d'Ebola, la mobilisation politique citoyenne s'est essouffée. Mais maintenant que le nombre de cas d'Ebola diminue, de grandes manifestations risquent de se produire (Global Risk insights, 22/04/2015).

Le 11 mai, l'ancien chef de la junte guinéenne, Moussa Dadis Camara, a annoncé qu'il se portait candidat à l'élection présidentielle guinéenne en tant que président d'un nouveau parti, les Forces patriotiques pour la démocratie et le développement. Arrivé à la tête du pays en 2008 à la faveur d'un coup d'État militaire, Camara est resté au pouvoir près d'un an et est toujours très populaire en Guinée forestière, sa région natale (média international, 11/05/2015). Sa présidence a été entachée par le massacre de 157 militants de l'opposition en septembre 2009 lors d'un meeting à Conakry.

Manifestations : pendant la première semaine d'avril 2015, l'opposition guinéenne a suspendu sa participation au Parlement et à la commission (média local, 19/03/2015 ; média international, 24/03/2015). En avril et en mai, des heurts violents ont éclaté à Conakry ; lors d'affrontements entre la police et des manifestants, des personnes ont été blessées par balles (sources diverses, 13/04/2015 ; média international, 20/04/2015). Le 4 mai, le marché principal de Conakry (Madina) a fermé ses portes, tout comme de nombreux commerces ainsi que l'aéroport. Les manifestations étaient beaucoup moins agitées dans les autres villes, sauf à Nzérékoré où des militants politiques s'étaient réunis (Daily Mail, 04/05/2015).

Les tensions politiques suscitent de vives inquiétudes (International Crisis Group, 15/12/2014). En 2013, environ 100 personnes sont décédées lors d'incidents électoraux (The Guardian, 16/04/2015). Toutes les élections en Guinée ont été retardées et se sont soldées par des périodes de négociation qui n'ont jamais abouti (International Crisis Group, 15/12/2014).

Armée : au cours des dix dernières années, l'armée guinéenne est intervenue lors de multiples coups d'État. Pour le Président Condé, la réforme du secteur de la défense est une priorité des autorités guinéennes. En 2011, plus de 4 000 militaires et paramilitaires ont été mis d'office à la retraite (média international, 02/11/2011). Suite à l'attaque contre son domicile privé et à une tentative de coup d'État en juillet 2011,

Condé a destitué des dirigeants de l'armée guinéenne. Le chef d'État-Major de l'armée a été remplacé en août 2012 (média international, 17/08/2012).

Bien que le risque d'intervention des forces armées soit moins élevé qu'auparavant, Condé a déployé l'armée dans certaines préfectures pendant l'épidémie d'Ebola afin de renforcer l'état d'urgence. Le 24 février, le ministre responsable de l'organisation de l'élection présidentielle de cette année a été remplacé par un général de l'armée. Selon le gouvernement, cette décision était essentielle pour consolider la lutte contre Ebola (Reuters, 01/03/2015). La présence de l'armée dans le pays est ancrée dans les mémoires, ce qui a attisé les tensions entre les troupes armées et la population locale. Le 11 novembre 2014 à Womey, dans la préfecture de Nzérékoré, plusieurs députés de l'opposition et défenseurs des droits de l'homme ont exigé que la situation s'améliore pour que les habitants puissent retourner chez eux en toute sécurité : près de 6 000 personnes auraient fui leur domicile suite à des cas présumés de harcèlement perpétrés par des militaires en fonction (UNMEER, 12/11/2014 ; média international, 11/11/2014). En janvier 2015, le Président Condé a autorisé le déploiement des forces de l'ordre (gendarmerie et police) pour arrêter les récalcitrants de la lutte contre Ebola (AFP, 18/01/2015).

Dégradation de l'économie

En Guinée, les longues années d'instabilité politique ont freiné les réformes socioéconomiques, et l'épidémie d'Ebola a entravé le processus de développement. Les manifestations qui se sont déroulées ces dernières semaines ont paralysé les activités économiques dans certaines zones car de nombreux magasins et marchés sont restés fermés. Avant l'épidémie d'Ebola, la croissance économique était de 4,5 % puis a chuté à 0,5 %, soit un manque à gagner de 540 millions de dollars US. En raison de la perte de confiance des investisseurs et des consommateurs, la Banque mondiale prévoit une croissance négative pour 2015 (-0,2 %). Les partenaires internationaux ont mobilisé des fonds et fourni une aide alimentaire pour aider la Guinée à enrayer l'épidémie d'Ebola. L'important déficit budgétaire a également été toléré. Cependant, une fois l'épidémie éradiquée, l'aide devrait diminuer, tout comme le seuil de tolérance, et la situation risque de s'aggraver (Global Risk insights, 22/04/2015).

Détérioration de la situation sanitaire

Le système de santé, déjà fragilisé, s'est effondré (UNMEER, 09/02/2015). Un manque de confiance envers les services de santé a entraîné une baisse de la fréquentation des établissements de santé (EI, 12/02/2015).

Ebola : la prévalence du paludisme augmente pendant la saison des pluies. Il convient de souligner que les symptômes du paludisme et de la fièvre Ebola sont similaires, mais le paludisme est considéré comme une maladie répandue qui ne nécessite pas de traitement. Le manque d'informations et l'absence de rapports augmentent le risque d'une nouvelle flambée d'Ebola. Certains craignent que le virus Ebola soit devenu, ou devienne, endémique dans la région (New York Times, 07/04/2015).

Rougeole : le nombre d'enfants vaccinés contre la rougeole a diminué de moitié suite à l'épidémie d'Ebola (ACAPS, 26/02/2015). En Guinée, le nombre de cas présumés de rougeole est en hausse. Au 6 mai 2015, 1 658 cas présumés de rougeole avaient été recensés dans le pays depuis janvier, en particulier dans les préfectures de Nzérékoré et de Kankan. De mars à début avril, une augmentation du nombre de cas de rougeole a été observée, notamment au début du mois d'avril où 253 cas présumés de rougeole ont été signalés en une semaine. Depuis, le taux d'incidence a diminué ; près de 110 cas présumés de rougeole sont rapportés chaque semaine, ce qui est encore supérieur au niveau de mars (70 cas par semaine) (OMS, 06/05/2015). Une campagne de vaccination nationale contre la rougeole a été lancée en Guinée le 18 avril pour immuniser 1,3 million d'enfants âgés de six mois à neuf ans (média international, 24/04/2015).

Épidémie de choléra : le risque de choléra est plus important dans les zones côtières. Les dernières épidémies de choléra remontent à 2012 et 2013. En 2012, 7 351 cas de choléra ont été recensés et 138 personnes sont décédées. L'épidémie de 2013 a eu des conséquences moins désastreuses, avec 319 cas et 32 décès signalés, la majorité à Conakry, Mamou et Dubréka. Or, depuis l'épidémie de 2013, le choléra s'étend de plus en plus vers l'intérieur du pays comme à Mamou, où le taux d'accès à des latrines et à un approvisionnement en eau améliorés est l'un des plus faibles du pays (EDS, 2012).

Facteurs aggravants

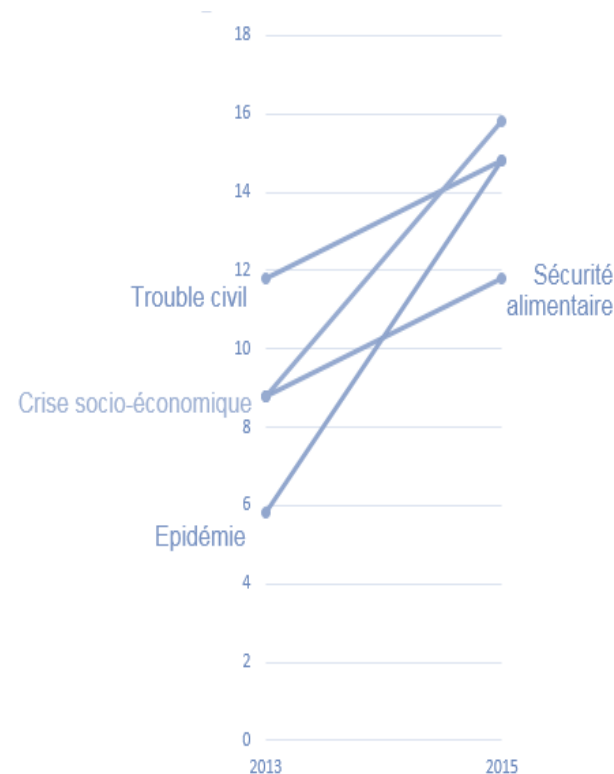
Saison des pluies : la saison des pluies dure de mai à août. Les pluies ont déjà commencé à arriver et devraient s'intensifier en juin, ce qui risque de limiter l'accès à certaines régions (Ebola Deeply, 30/04/2015). La saison des pluies entraîne des difficultés logistiques en ce qui concerne l'accès aux soins et augmente le risque d'épidémies et de maladies autres qu'Ebola, comme la diarrhée et le paludisme (FICR, 20/04/2015). Les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que le réseau de télécommunications seront également affectés.

Inondations : en Guinée, les dernières inondations les plus importantes remontent à août 2011. Les préfectures de Labé et de Siguiri ainsi que certaines zones de Conakry étaient les régions les plus sinistrées. Près de 1 920 maisons ont été endommagées ou emportées par les eaux, et 542 latrines et 212 puits sont devenus inutilisables (FICR, 29/11). Au moment de la publication du présent document, c'est-à-dire en mai 2015, des habitants de Conakry vivant dans des zones de basse altitude exposées aux inondations auraient commencé à quitter leur domicile pour s'installer ailleurs en prévision de la saison des pluies (EI, 05/2015). Il convient de souligner qu'en cas d'inondations pendant la saison des pluies, le risque de choléra et de maladies transmises par l'eau est beaucoup plus élevé.

Période de soudure : les besoins en termes de sécurité alimentaire devraient être plus importants pendant la période de soudure qui s'étend de juin à août ; 395 000 personnes devraient être confrontées à une insécurité alimentaire aigüe (phase 3 de l'IPC : crise) et 1,5 million de personnes devraient se retrouver dans une situation de stress alimentaire (phase 2 de l'IPC : sous pression) (Cadre Harmonisé, 01/03/2015).

Évolution des risques de 2013 à 2015

Guinée : évolution des risques de 2013 à 2015



Le graphique ci-contre présente l'évolution des risques entre 2013 et 2015. Il a été élaboré selon la méthode Oxford Analytica qui permet d'évaluer le niveau de préparation d'un pays en vue d'une urgence humanitaire. Les risques sont évalués selon une échelle de 1 à 25, 1 correspondant à un risque mineur. Pour de plus amples informations sur la méthodologie, veuillez consulter l'annexe.

En 2013 (avant la crise Ebola) et en 2015 (pendant l'épidémie d'Ebola), cinq types de risque ont été identifiés pour la Guinée, à savoir : crise socioéconomique, troubles civils, crise alimentaire, inondations et épidémies.

- La Guinée devrait traverser une grave crise économique - il s'agit du principal facteur de risque identifié pour 2015. La probabilité et l'ampleur de cette crise ont été revues à la hausse.
- Le risque d'épidémies a également augmenté en raison de l'effondrement du système de santé, et les conséquences devraient être alarmantes.

- Les troubles civils devraient être plus fréquents et leurs conséquences plus graves. Les manifestations qui ont eu lieu dernièrement témoignent de l'environnement politique et social extrêmement instable.
- Le niveau de risque de crise alimentaire est également plus élevé que celui enregistré avant l'épidémie.
- La crise n'a pas eu d'impact sur le risque d'inondation (ou ses effets potentiels) ; celui-ci ne figure donc pas dans la liste des principaux risques identifiés.

Élaboration des scénarios

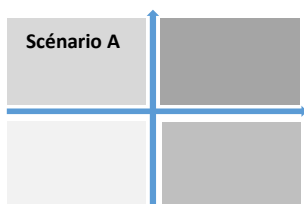
Les quatre scénarios présentés dans ce document ont été élaborés sur la base des trois principaux facteurs de crise identifiés pour 2015, à savoir : troubles civils (violences liées au processus électoral), épidémies et moyens de subsistance. Les troubles civils et les épidémies sont des composantes clés pour l'ensemble des scénarios, car ces deux risques ont un impact considérable sur les interventions humanitaires. Les moyens de subsistance sont pris en compte en tant que facteur secondaire dans les quatre scénarios, car ils constituent un risque transversal dont l'impact a considérablement augmenté au cours de l'épidémie d'Ebola. Le facteur de crise alimentaire a été intégré au vu des conditions économiques et en tant que facteur aggravant.

Des scénarios distincts ont été élaborés en combinant les hypothèses concernant l'accès aux moyens de subsistance (limité ou en voie d'amélioration), les troubles civils (en fonction de la position de force de l'opposition et du soutien au gouvernement) et les risques potentiels d'épidémie (capacités de réaction du système de santé et de la population).

L'issue probable est ensuite évaluée en fonction des niveaux (faible/modéré/élevé) attribués à chaque hypothèse. Un niveau de probabilité et niveau d'impact sont définis pour chaque issue possible. Le niveau de probabilité correspond à la possibilité que ce scénario se produise dans les six prochains mois. Ses variables sont : très faible, faible, modérée, élevée, très élevée. Le niveau d'impact

correspond à l'impact humanitaire escompté dans le cas où ce scénario se produise. Ses variables sont : négligeable, mineur, modéré, notable, majeur.

Scénario A : report des élections



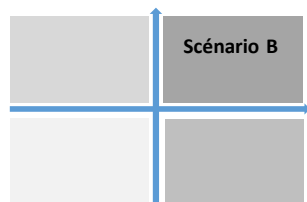
De violentes marches et manifestations en vue des élections se produisent, notamment à Conakry. Les divisions politiques continuent de se creuser car le gouvernement et l'opposition sont tous deux en position de force et le dialogue entre les différents intervenants est difficile, voire rompu. Les élections sont à nouveau repoussées. Le gouvernement bénéficie d'un plus grand soutien de la part de la population alors que l'épidémie d'Ebola commence à reculer.

	Force de l'opposition	Soutien au gouvernement	Capacités de réaction de la population	Capacités de réaction du système de santé	Issue(s) possible(s)	Probabilité de se produire dans les six prochains mois	Impact humanitaire escompté	Nombre estimé de personnes touchées
Accès limité aux moyens de subsistance	Élevée	Modéré	Modérées	Modérées	<ul style="list-style-type: none"> L'opposition quitte définitivement le parlement et le pays est paralysé. Une médiation politique est nécessaire. Un gouvernement de transition est mis en place. Aucune flambée importante de maladie n'est signalée. 	Modérée	Mineur	25 000
Meilleur accès aux moyens de subsistance	Modérée	Élevé	Modérées	Modérées	<ul style="list-style-type: none"> L'influence de l'opposition s'amenuise. Le dialogue entre les acteurs est difficile, voire rompu. Le report des élections est approuvé par la majorité. Aucune flambée importante de maladie n'est signalée. 	Élevée	Mineur	15 000

Impact humanitaire

- De grandes manifestations se soldent par des déplacements de populations dans la région de Conakry.
- Pendant la période de soudure de juillet à septembre, les besoins alimentaires sont plus élevés que d'habitude en raison de la crise politique.
- Le nombre de nouveaux cas signalés d'Ebola continue de diminuer et la maladie est circonscrite principalement à Conakry et dans la préfecture de Kindia.
- Aucune flambée importante de maladie n'est signalée.

Scénario B : violences électorales au cours d'une flambée de maladie



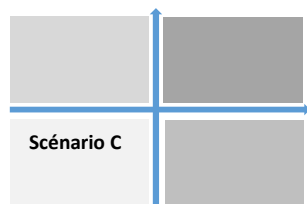
De violentes marches et manifestations en vue des élections se produisent, notamment à Conakry, mais aussi en Guinée Forestière et dans la préfecture de Forécariah, où de nombreux habitants sont anti-gouvernement. Les divisions politiques continuent de se creuser. L'opposition, en position de force, exerce une plus grande influence ; le dialogue international n'influe pas sur les décisions des acteurs nationaux. Aucune figure régionale ne joue le rôle de médiateur. Les stratégies d'adaptation de la population ont déjà atteint un point de rupture et le système de santé ne dispose pas des moyens et des ressources pour intervenir.

	Force de l'opposition	Soutien au gouvernement	Capacités de réaction de la population	Capacités de réaction du système de santé	Issue(s) possible(s)	Probabilité de se produire dans les six prochains mois	Impact humanitaire escompté	Nombre estimé de personnes touchées
Accès limité aux moyens de subsistance	Élevée	Faible	Très faibles	Faibles	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement ne peut plus faire face à une nouvelle épidémie ou à de nouveaux troubles civils. Une médiation politique est nécessaire. Il est fort probable que l'armée intervienne. Une flambée importante de maladie transmissible se déclare, très certainement en Guinée Forestière. Le système de santé est submergé. Les ressources sont limitées. 	Faible	Élevé	400 000
Meilleur accès aux moyens de subsistance	Élevée	Modéré	Faibles	Faibles	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement fait appel à des intervenants extérieurs pour apaiser les tensions politiques. Une flambée importante de maladie transmissible se déclare, très certainement en Guinée Forestière. Des ressources supplémentaires sont disponibles pour faire face à la crise. 	Modérée	Modéré	300 000

Impact humanitaire

- Des déplacements de populations sont observés aux environs de la capitale et en Guinée Forestière.
- Les troubles civils entravent les programmes de lutte contre Ebola ; les équipes humanitaires éprouvent des difficultés à accéder aux zones touchées, et de moins en moins d'intervenants sont disposés à se rendre sur place.
- Des procédures de recherche des contacts inadéquates et un manque d'intérêt pour les programmes de lutte contre Ebola conduisent à une baisse de la vigilance et à une augmentation du taux d'incidence.
- Le taux de prévalence des maladies est en hausse. Pendant la saison des pluies, le nombre de cas de paludisme augmente.
- Les intempéries entravent l'accès aux services de santé, ce qui entraîne une augmentation du nombre de cas de rougeole. Les équipes humanitaires disposeront de ressources extrêmement limitées pour faire face aux autres épidémies, car les programmes actuels focalisent sur Ebola.

Scénario C : ouverture politique



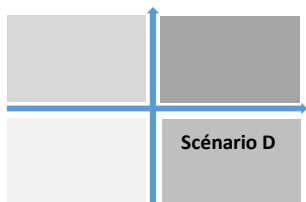
Des affrontements violents et des manifestations sporadiques ont lieu, mais uniquement à Conakry. L'opposition est divisée entre l'Union des forces démocratiques de Guinée et l'Union des forces républicaines et n'exerce aucune pression sur les décisions du gouvernement. Les échanges entre le gouvernement et l'opposition se traduisent par une plus grande ouverture politique, ce qui convient aux différents intervenants.

	Force de l'opposition	Soutien au gouvernement	Capacités de réaction de la population	Capacités de réaction du système de santé	Issue(s) possible(s)	Probabilité de se produire dans les six prochains mois	Impact humanitaire escompté	Nombre estimé de personnes touchées
Accès limité aux moyens de subsistance	Faible	Modéré	Modérées	Modérées	<ul style="list-style-type: none"> Des négociations sont en cours concernant le calendrier électoral. Aucune flambée importante de maladie transmissible n'est signalée. 	Faible	Négligeable	5 000
Meilleur accès aux moyens de subsistance	Faible	Élevé	Modérées	Modérées	<ul style="list-style-type: none"> Les élections sont reportées d'un commun accord entre l'opposition et le gouvernement, mais les négociations reprennent lentement. Aucune flambée importante de maladie transmissible n'est signalée. 	Modérée	Négligeable	3 000

Impact humanitaire

- Les besoins humanitaires seront les mêmes que ceux identifiés actuellement. Les manifestations n'entraveront pas l'accès des équipes humanitaires.
- Le nombre de cas signalés d'Ebola diminue et la maladie est circonscrite principalement à Conakry et dans la préfecture de Kindia.
- Aucune autre flambée importante de maladie transmissible n'est signalée.

Scénario D : flambée d'épidémies



Le statu quo politique persiste, car ni le gouvernement ni l'opposition n'exerce une influence suffisamment grande pour déjouer son opposant ; les négociations reprennent toutefois lentement. Les programmes sont axés sur les différentes épidémies survenues dans le pays.

	Force de l'opposition	Soutien au gouvernement	Capacités de réaction de la population	Capacités de réaction du système de santé	Issue(s) possible(s)	Probabilité de se produire dans les six prochains mois	Impact humanitaire escompté	Nombre estimé de personnes touchées
Accès limité aux moyens de subsistance	Modérée	Faible	Faibles	Faibles	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement fait l'objet de vives critiques de la part de l'opposition. L'aide humanitaire est limitée. Des équipes humanitaires internationales sont appelées à intervenir. Des épidémies risquent de se propager au-delà des frontières du pays. 	Modérée	Modéré	200 000
Meilleur accès aux moyens de subsistance	Modérée	Modéré	Faibles	Modérées	<ul style="list-style-type: none"> Le statu quo politique persiste. Les équipes humanitaires disposent de ressources suffisantes pour lutter contre les épidémies. Les épidémies ne devraient pas se propager au-delà des frontières du pays. 	Modérée	Modéré	150 000

Impact humanitaire

- Les épidémies de paludisme et de rougeole se propagent plus rapidement pendant la saison des pluies.
- Des procédures de recherche des contacts inadéquates et un manque d'intérêt pour les programmes de lutte contre Ebola conduisent à une baisse de la vigilance. Le nombre de cas signalés d'Ebola diminue. Les équipes humanitaires disposeront de ressources extrêmement limitées pour faire face aux autres épidémies, car les programmes actuels focalisent sur Ebola.
- Les équipes humanitaires sont contraintes de se répartir le peu de ressources disponibles pour faire face aux différentes crises.

Qu'est-ce qu'un scénario ?

Les scénarios décrivent des situations susceptibles de se produire. Ils reposent sur un ensemble d'hypothèses éclairées au sujet de l'évolution d'une situation susceptible de justifier une intervention humanitaire. Les scénarios dressent un aperçu des incertitudes et fournissent des éléments permettant de prendre des décisions éclairées en l'absence d'informations plus rigoureuses. Par exemple, l'affirmation « Une plus grande insécurité en raison des affrontements actuels entre les groupes armés » constitue un ensemble d'hypothèses. Les scénarios présentent plusieurs perspectives plausibles. Les scénarios décrits dans le présent document ont été élaborés par l'équipe du Programme d'évaluation des besoins de l'ACAPS dédiée à l'épidémie d'Ebola, sur la base des expériences sur le terrain et des connaissances acquises sur la région.

À quoi servent les scénarios ?

1. Aider les organismes et les ONG à planifier leurs orientations et activités stratégiques.
2. Identifier des hypothèses sous-tendant les besoins anticipés et les interventions associées.
3. Améliorer la conception des évaluations détaillées et les adapter, le cas échéant.
4. Influencer les systèmes de suivi et de contrôle.
5. Sensibiliser l'ensemble des parties prenantes, mettre en place des mécanismes d'alerte précoce et promouvoir des activités de préparation aux situations d'urgence.

Méthodologie

Lors de l'élaboration d'un scénario, il convient de prendre en compte les éléments suivants :

- l'analyse de la situation humanitaire actuelle ;
- les hypothèses éclairées au sujet des opportunités et des risques éventuels ;
- les capacités de résilience et facteurs de vulnérabilité de la population touchée ;
- les capacités d'intervention actuelles et futures ;
- les publications concernant d'autres crises « similaires » (références croisées).

Pour de plus amples informations sur l'élaboration de scénarios, veuillez consulter le document technique de l'ACAPS (disponible en anglais).

Restrictions

Les scénarios peuvent paraître trop simplistes, car l'analyse repose tant sur des données factuelles que sur des hypothèses plus générales. L'élaboration de scénarios n'est pas une fin en soi. Il s'agit d'un processus permettant de générer de nouvelles idées qui, à leurs tours, entraîneront des changements positifs au niveau de l'élaboration du programme ou du processus de prise de décisions (The Pembina Institute, 08/2007).

Annexe

Évolution des risques selon la méthode Oxford Analytica

Échelle					
Impact prévu par type de risque (population touchée)	Sur une échelle de 1 à 25, 25 correspondant à une exposition potentiellement plus importante au risque (par type de risque sur une période de 12 mois)				
> 100 000	5	10	15	20	25
50 - 100 000	4	8	12	16	20
15 - 50 000	3	6	9	12	15
5 - 15 000	2	4	6	8	10
< 5 000	1	2	3	4	5
Probabilité que le type de risque se produise pendant les 12 prochains mois	Très probable / Très rare < 2 %	Peu probable / Rare < 10 %	Moyennement probable / Relativement fréquent < 25 %	Probable / Fréquent < 50 %	Très probable / Très fréquent > 60 %